

TARIFS DE L'ÉLECTRICITÉ ET PRIX DES CARBURANTS

Pas d'augmentation prévue pour 2009

Les tarifs de l'électricité et des prix des carburants ne vont pas connaître d'augmentation, au moins pour 2009, même si le ministre de l'Energie n'écarter pas, à terme, la hausse de ces énergies.

Chérif Bennaceur - Alger

(Le Soir) - Selon Chakib Khelil, la loi de finances complémentaire pour 2009 ne prévoit pas, en tous cas, une quelconque révision de la tarification en vigueur. C'est ce que le ministre de l'Energie et des Mines a assuré hier en marge de la présentation du rapport annuel 2008 de la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (CREG).

Cette affirmation contredit le propre discours du ministre de l'Energie selon lequel une révision était attendue après l'élection présidentielle. Néanmoins, cette affirmation sonne le glas, au moins momentanément, pour le groupe Sonelgaz de revoir à la hausse les tarifs de l'électricité.

Cette demande, formulée depuis 2006 auprès de la CREG, n'a pas reçu l'aval des pouvoirs publics, même si le ministre de l'Energie, quoique évasif, n'a pas écarté, à terme, la hausse de ces éner-

gies. Or, le groupe Sonelgaz se contraint financièrement d'autant que si son parc d'abonnés croît, ses charges croissent aussi ainsi que ses frais d'amortissement qui absorbent une bonne partie de ses revenus.

Voire, comme le relève le P-dg du groupe Sonelgaz, Nouredine Boutarfa, si les équilibres financiers ont été assurés en 2008, il en sera autrement pour l'année 2009 qui devrait s'achever sur des résultats au rouge.

Mille milliards de centimes de créances irrécouvrables

Comme l'opérateur énergétique public pâtit du problème des créances irrécouvrables auprès de privés. Sur un montant global de 30 milliards de dinars, le tiers, soit 10 milliards de dinars, ne pourront jamais être recouvrés auprès de certains privés dont des opérateurs de chantiers, pour divers motifs.

Attendant une réponse satisfaisante à sa demande de hausse, Sonelgaz poursuit sa quête de financements tant bancaires qu'auprès du grand public.

A ce propos, Nouredine Boutarfa a indiqué que son entreprise compte lancer un autre emprunt obligataire en 2009. Sans préciser la nature de cet emprunt, institutionnel (auprès des banques et établissements financiers) ou grand public (personnes physiques et morales), le manager de Sonelgaz a indiqué qu'il vise à lever 30 milliards de dinars.

Pas de délestages

Par ailleurs, Nouredine Boutarfa a affirmé que l'année 2008 s'est bien passée en termes de couverture de la demande énergétique, et qu'il n'y aura pas de délestage «à moins de catastrophes et autres impondérables». Cela, en réitérant l'objectif de Sonelgaz d'exporter, à terme, 400 MW. Quant au rapport annuel 2008, présenté auparavant par le président de la CREG, Othmane Nadjib, il en ressort que l'application du dispositif réglementaire et législatif reste encore à mettre en œuvre et à parfaire.

Si cinq textes d'application de la loi 02-01 relative à l'électricité et à la distribution du gaz ont été adoptés entre 2008 et 2009, d'autres textes attendent d'être promulgués.

Comme il s'agit de clarifier le système d'aides et bonifications aux opérateurs dans les énergies renouvelables et en cogénération (705 MW devant être réalisés). Ces aides sont accordées selon un pourcentage par filière. A charge cependant pour la CREG de lancer des appels d'offres et que les offres des opérateurs correspondent aux critères d'éligibilité.

C. B.

DÉVELOPPEMENT DU NUCLÉAIRE CIVIL
L'élaboration du dispositif légal prendra 6 mois

L'élaboration du dispositif légal relatif au nucléaire civil prendra six mois selon le ministre de l'Energie et des Mines.

En marge de la présentation du rapport 2008 de la CREG, Chakib Khelil a indiqué que le projet de loi sur le nucléaire civil fait l'objet de maturation auprès des départements ministériels, avant de passer, en temps opportun, en conseil du gouvernement et des ministres et subir l'examen parlementaire.

En rappelant que cette loi en préparation prévoit notamment la mise en place d'une agence de sûreté et de sécurité nucléaire, en charge de l'élaboration des normes techniques de sécurité, sûreté et environnementales, le contrôle et l'octroi d'autorisations d'exploitation.

C. B.

ÉLECTRICITÉ
Des capacités de 370 MW à l'arrêt

Des capacités de 370 MW sont à l'«arrêt» selon le P-dg du groupe Sonelgaz, Nouredine Boutarfa, qui indique par ailleurs qu'un millier de MW seront «déclassés», constituant une «réserve» en cas d'urgence.

En précisant que la capacité électrique totale installée est de 8 502 MW et que les capacités en réalisation à fin 2007 sont de 5 676 MW (mise en service entre 2008 et 2012).

Comme la CREG prévoit pour la période 2008-2017 le lancement de 4 000 MW (mise en service entre 2013 et 2017), 374 MW sur les réseaux isolés du Sud (mise en service entre 2008 et 2013) ainsi que le déclassement de 2100 MW d'ici 2017.

C. B.

NOUVELLES DIRECTIVES DU GOUVERNEMENT SUR L'INVESTISSEMENT

Les opérateurs économiques français dans le flou

Les nouvelles directives du gouvernement obligeant les investisseurs étrangers à associer un partenaire local à la majorité dans leurs projets d'investissements et les sociétés étrangères activant dans l'importation à prendre un partenaire algérien à hauteur minimale de 30% ont mis les investisseurs français dans le flou.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) -

«Nombres d'investisseurs français se posent des questions sur ces directives et attendent des explications et des éclaircissements sur leur contenu» a avoué, hier Michel de Caffarelli, président de la Chambre française de commerce et d'industrie en Algérie (CFCIA).

A croire ce dernier, qui intervenait hier à l'occasion d'une conférence de

presse au siège de la CFCIA à Alger, plusieurs opérateurs économiques français, qui envisageaient investir en Algérie ont décidé de temporiser et «attendent d'avoir des éclaircissements sur la possibilité de venir ou pas. Ils se posent des questions et attendent des réponses».

Selon Michel de Caffarelli, «pour le moment, il est plus intéressant pour les entreprises françaises non

encore installées en Algérie de continuer à vendre depuis la France». De l'avis des responsables de la CFCIA, «l'instruction semble aller dans le sens de la restriction de la loi sur la promotion des d'investissements».

Mais malgré cela, le président de la CFCIA affirme, néanmoins, que «le marché algérien reste très positif». Il en veut pour preuve l'augmentation de 57% en 2008 des IDE français en Algérie par rapport à l'année 2007 pour atteindre 350 millions de dollars.

De même que l'importance des échanges entre les deux pays qui se sont élevés en 2008 à 5 milliards de dollars.

En outre, de Caffarelli a souligné la contribution des entreprises fran-

çaises dans le marché de l'emploi en Algérie. Celles-ci font travailler 35 000 personnes en emploi direct et 100 000 si l'on compte les emplois indirects. «Soit une augmentation de 135% par rapport à 2005», note le conférencier.

80% des bénéfices réinvestis en Algérie

Concernant le transfert des dividendes à l'étranger, de Caffarelli a indiqué que «80% des bénéfices réalisés en Algérie par les entreprises françaises sont réinvestis localement».

Quant aux banques françaises installées en Algérie, elles n'ont

jamais transféré de dividendes à l'étranger.

Le nombre d'entreprises françaises activant en Algérie s'élève à 984. Pour ce qui est de la participation française à la 42^e Foire internationale d'Alger, le président de la CFCIA a relevé une participation «qualitative» et explique la baisse des participants (135 cette année dont plus de la moitié y prennent part pour la première fois) par le fait que «les exposants français vont de plus en plus vers les salons spécialisés».

Depuis le début de l'année, 464 entreprises françaises ont marqué leur présence aux salons spécialisés organisés en Algérie.

L. M.

TABLANT SUR DES PRIX DE 60 À 65 DOLLARS LE BARIL

Les recettes d'exportations entre 40 et 45 milliards de dollars en 2009

Les recettes d'exportations d'hydrocarbures devraient s'établir entre 40 et 45 milliards de dollars en 2009, voire plus, selon le ministre de l'Energie et des Mines.

Des prévisions basées, selon Chakib Khelil, sur un cours moyen du baril compris entre 60 et 65 dollars d'ici la fin de l'année et des prix de 70 à 75 dollars en 2010. Des prévisions pouvant être confortées par une certaine relance économique en Europe annoncée dès 2010, une action continue de l'Opep au sein de laquelle «la discipline est excellente», ainsi que la capacité à réduire les excédents pétroliers de 62 jours actuellement à 52 jours.

Ce qui nécessite entre six mois et une année, selon Chakib Khelil, qui a déploré, par ailleurs, l'absence de soutien et de contribution des pays non Opep à la stabilisation du marché pétrolier.

C. B.

RECONNAISSANT QUE LA SENSIBILISATION SUR LES MÉFAITS DU TABAC NE SUFFIT PLUS

Les spécialistes plaident pour une loi répressive

Les messages de mise en garde sur les méfaits du tabac sur la santé à l'adresse des fumeurs ne sont apparemment pas reçus par ces derniers. D'après les spécialistes, le nombre de fumeurs est en constante augmentation. Des textes de loi, fixant les lieux publics où l'usage du tabac est interdit ainsi que les modalités d'application ont été promulgués mais encore faut-il les appliquer.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) -

Les mises en garde et la sensibilisation contre les effets dévastateurs du tabagisme n'ont pas eu l'effet escompté, de l'avis des spécialistes de la santé réunis, hier, à l'Institut national de santé publique, dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de lutte contre le tabac.

Ils reconnaissent, en effet, que la sensibilisation, à elle seule, ne suffit plus pour dissuader les fumeurs. La solution ? Passer à la vitesse supérieure en pénalisant ceux qui ne respectent pas la loi

interdisant de fumer dans les lieux publics et de travail.

Selon le professeur Salim Nafti, chef de service des maladies respiratoires au CHU Mustapha-Pacha, tout le monde connaît aujourd'hui les dangers du tabac, il faut donc passer à autre chose. Il dira que les mesures de sanctions appliquées dans d'autres pays ont montré leur efficacité, alors, pourquoi ne pas les appliquer chez nous ? C'est simple, dira le professeur, puisque la répression porte toujours ses fruits, il faut infliger des amendes aux contreve-

nants comme c'est le cas pour les automobilistes qui ne respectent pas le code de la route.

De son côté, M. Ouahdi, directeur de la prévention au niveau du ministère de la Santé, dira que le ministère de la Justice doit amender le code pénal : «Nous proposons des lois mais c'est au ministère de la Justice de les faire appliquer». Par ailleurs, selon le comité national antitabac, un projet d'un plan d'action national (2009-2013), multisectoriel, est sur le point d'être validé par le ministère de la Santé. Ce plan prévoit, en plus de l'application des lois, l'augmentation des taxes et du prix du paquet de la cigarette afin de diminuer la consommation du tabac de 10% chaque année.

Là encore, selon M. Ouahdi, la direction des impôts et le ministère du Commerce doivent contribuer pour la réussite de ce texte. «Si l'on applique ces mesures de

sanctions dès maintenant, la consommation de tabac diminuera notamment au niveau des écoles», a-t-il conclu.

A l'occasion de la Journée mondiale sans tabac, l'OMS a rappelé que, le tabagisme reste la «principale cause de décès évitable» dans le monde, faisant chaque année cinq millions de morts.

L'Organisation des Nations unies a exhorté, à cette occasion, les pays à illustrer par des images, les préjudices causés par le tabac à la santé de l'homme sur les paquets de cigarettes afin de faire réagir les fumeurs et réduire ainsi le tabagisme.

«Les mises en garde sur les paquets constituent une stratégie simple, peu coûteuse et efficace qui permet de réduire considérablement le tabagisme et de sauver des vies», lit-on dans le message.

S. A.